

## **Dossier Grande Bretagne**

### **Episode 3**



**La matrice conquérante  
d'une puissance en déclin**

<b>Introduction</b> .....	<b>2</b>
<b>La Grande-Bretagne mercantiliste : une théorie et des lois permettant l'accroissement de puissance par l'économie</b> .....	<b>4</b>
Les lois sur la navigation: mesures déterminantes de la suprématie maritime.....	6
Les Corn Laws ou la nécessité de maintenir un solde budgétaire positif.....	7
La montée en puissance par le protectionnisme économique .....	8
<b>Au fondement de l'opposition entre les partisans du protectionnisme et du libre-échange : une théorie économique qui oppose les classes bourgeoise et aristocratique.</b> .....	<b>9</b>
De l'opposition entre propriétaires terriens et bourgeois à une alliance pour les intérêts de l'Empire britannique .....	10
Les avantages comparatifs: une théorie faite pour la Grande-Bretagne de la fin du XIXème siècle .....	11
<b>Guerre cognitive et fin du protectionnisme : une mutation économique au service des élites et de la puissance impériale</b> .....	<b>13</b>
<b>La marche forcée vers la domination économique ou l'exclusion légale des laissés-pour-compte</b> .....	<b>16</b>
<b>Capital et canons : investissements, puissance navale et libre-échange au service de l'expansion britannique</b> .....	<b>18</b>
L'essor des investissements à l'étranger et le rôle de la finance .....	18
<b>La marine marchande, vecteur important de l'accroissement de puissance</b> .....	<b>23</b>
<b>La puissance britannique par la synergie entre marine marchande et maritime militaire</b> .	<b>24</b>
<b>L'exportation forcée du modèle libre-échangiste britannique : la mondialisation de la puissance britannique</b> .....	<b>25</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>27</b>

Au cœur du XIX<sup>ème</sup> siècle, la Grande-Bretagne s'éveille dans un tourbillon de fumée et d'acier, orchestrant une symphonie industrielle qui résonnera à travers le monde. Berceau de la Révolution Industrielle, le pays se métamorphose en un creuset d'innovations, forgeant une nouvelle ère économique et sociale qui propulsera l'Empire britannique au sommet de la puissance mondiale. Des usines aux chemins de fer, des mines de charbon aux ports grouillants d'activité, la transformation est totale, redessinant non seulement les paysages, mais aussi le destin d'une nation et, par extension, celui du monde entier.

L'histoire du développement industriel et de l'évolution économique de la Grande-Bretagne au XIX<sup>ème</sup> siècle est marquée par une transformation profonde de l'économie et de la société, faisant du pays la première puissance industrielle mondiale.

Au milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle, se manifeste une grande multiplication des inventions dans le textile, la métallurgie et l'énergie. Ces interventions ont conduit à l'invention de la machine à vapeur par James Watt en 1769. Un des faits marquants de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle est la mécanisation massive du textile et le développement rapide de la sidérurgie et de l'exploitation minière. Le XVIII<sup>ème</sup> siècle est aussi symbole d'amélioration de la productivité agricole, ce qui libère de la main-d'œuvre pour l'industrie et conduit à une croissance démographique accélérée. Pour faciliter les échanges entre les différents acteurs, les Britanniques ont développé un système financier efficace, permettant d'emprunter à des taux d'intérêt faibles<sup>1</sup>.

En 1825, la valeur ajoutée industrielle dépasse pour la première fois celle de l'agriculture<sup>2</sup>. L'enrichissement des villes et l'essor du commerce ont fait émerger de nouvelles élites qui ont commencé à concurrencer l'influence de la petite noblesse (*gentry*) au Parlement. Entre la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle et le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, la Grande-Bretagne a connu une période de transformation profonde qui a jeté les bases de sa domination économique mondiale. En politique, le système de monarchie parlementaire, établi après la Glorieuse Révolution de 1688, s'est renforcé. Le pouvoir royal était désormais limité par le Parlement, garantissant les libertés des élites y siégeant. La figure du Premier ministre s'est progressivement affirmée comme chef du gouvernement, avec Robert Walpole qui a occupé ce poste de 1721 à 1742. C'est à cette période que se structurent les grands partis politiques au sein du Parlement.

Au décès de la Reine Victoria en 1901, après 64 ans de règne, la Grande-Bretagne a fini de développer son empire colonial. Le Royaume détenait ainsi le plus vaste empire colonial<sup>3</sup> de l'histoire, avec un territoire d'environ 33 millions de km<sup>2</sup>, soit près d'un quart des terres émergées. Il regroupait environ 540 millions d'habitants, représentant un quart de la population mondiale. L'Empire s'étendait sur les cinq continents, incluant le Canada, l'Australie, l'Inde, et de vastes territoires en Afrique. Cette position a conduit la Grande-Bretagne à avoir un avantage stratégique dans le secteur de la marine, à la fois civile et militaire.

Au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, la Grande-Bretagne a entamé un virage complet dans sa politique économique. Des figures influentes et organisées ont œuvré à l'abolition des *Corn Laws* et des *Navigation Acts*, marquant le passage au libre-échange. Ces changements ont contribué

---

<sup>1</sup> Association Europe Finances Régulations (AEFR), *Crises et capacité d'endettement public : la révolution financière anglaise aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, date inconnue

<sup>2</sup>Roderick, FLOUD, Paul, JOHNSON, Deborah, OXLEY, *The Economic History of Britain since 1700*, Vol. 1: *Industrialization*, Cambridge University Press, 2004.

<sup>3</sup> Niall, FERGUSON, *Empire: How Britain Made the Modern World*, Allen Lane, 2003.

à faire de la Grande-Bretagne un modèle politique influent en Europe. Cette évolution a transformé la Grande-Bretagne d'une économie principalement agricole en la première puissance industrielle et financière mondiale au XIX<sup>ème</sup> siècle.

Cet article explorera comment les élites bourgeoises ont mené une véritable guerre cognitive contre les rentiers propriétaires terriens et comment cela a mené au développement de la puissance britannique. Il s'intéressera dans un premier temps à la manière dont le protectionnisme a accru la puissance britannique par le renforcement de son industrie. Il analysera ensuite le basculement vers le libre-échange, en termes de théories économiques et de guerre de l'information. Il explorera enfin les conséquences de ce basculement, que ce soit du point de vue de la politique d'investissements ou de sa projection de puissance par la marine.

### **La Grande-Bretagne mercantiliste : une théorie et des lois permettant l'accroissement de puissance par l'économie**

À partir du XVI<sup>ème</sup> siècle, les propriétaires terriens ont entrepris de s'approprier les terres communes que les paysans utilisaient et partageaient. Ce phénomène, connu sous le nom d'enclosures, consistait à établir des clôtures pour délimiter certaines parcelles des champs communaux. Cela revenait à privatiser un bien public, un processus souvent autorisé par le Parlement britannique, où siégeaient de nombreux propriétaires terriens<sup>4</sup>.

Le mouvement des enclosures s'est intensifié au XVIII<sup>ème</sup> siècle, et l'*Enclosure Act* de 1801 a facilité cette pratique en simplifiant les démarches de privatisation. Cette période a vu une concentration accrue des terres, ce qui a favorisé une hausse de la production agricole grâce aux économies d'échelle et aux investissements des grands propriétaires dans des infrastructures et des techniques améliorées. Cependant, les enclosures ont eu des conséquences sociales profondes : elles ont entraîné une paupérisation des paysans et une diminution de la main-d'œuvre agricole disponible. Nombre de paysans, dépossédés de leurs moyens de subsistance, se sont retrouvés sans emploi, marginalisés par les avancées techniques. Cela a marqué le début de l'exode rural, avec une migration massive vers les villes, où la population s'est concentrée et où la croissance démographique s'est accélérée<sup>5</sup>.

En parallèle, les *Corn Laws*, introduites en Grande-Bretagne dès 1436, visaient à protéger l'agriculture nationale de la concurrence étrangère. En restreignant les importations, ces lois permettaient aux producteurs locaux de maintenir des prix élevés et d'assurer des revenus confortables<sup>6</sup>. Cette politique profitait avant tout aux propriétaires terriens, pour la plupart des aristocrates issus de l'ancienne noblesse, qui constituaient le parti des *Tories*. En revanche, elle désavantageait les classes populaires et la bourgeoisie industrielle, employeurs de ces dernières. Ces groupes, opposés aux *Corn Laws*, formaient le parti des *Whigs*.

Le protectionnisme a joué un rôle prépondérant dans l'histoire économique de la Grande-Bretagne, favorisant son ascension en tant que puissance commerciale dominante dès le XVII<sup>ème</sup> siècle. À travers une série de politiques ciblées, la Grande-Bretagne a su consolider sa position économique, renforcer son industrie, et bâtir un empire colonial et commercial, cela grâce à une théorie économique : le mercantilisme.

---

<sup>4</sup> Géoconfluences, «Enclosures», ENS de Lyon, 2018.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> Bertrand, BLANCHETON, «2. Les corn laws», *Histoire des faits économiques*, Dunod, 2020.

Selon Céline Spector, chercheuse en philosophie politique, le mercantilisme est un « système de puissance caractérisé par deux objectifs fondamentaux : celui d'une unification interne qui suborne la prospérité économique à la puissance de l'État; celui d'une puissance externe, à la recherche d'une hégémonie sur les autres nations »<sup>7</sup>. Ainsi le mercantilisme est une théorie économique au service de la seule puissance d'État. Il est possible de résumer la théorie mercantiliste comme étant la maximisation des exportations, la réduction des importations et l'accumulation des métaux précieux pour consolider la puissance nationale. Ces objectifs économiques servaient directement la politique impériale de la Grande-Bretagne, qui voyait dans le commerce un outil stratégique de domination et de puissance.

Les importations étaient considérées comme une dépendance envers l'extérieur et un affaiblissement du tissu économique interne. Le gouvernement britannique a donc déployé une série de mesures pour favoriser l'autosuffisance et développer des secteurs stratégiques, notamment la marine et l'industrie manufacturière. Ces mesures concernaient aussi bien des freins à l'importation (droits de douane élevés sur les produits importés) que des incitations à l'exportation. Des matières premières comme la laine furent interdites à l'exportation afin de garantir l'approvisionnement des industries nationales, notamment le secteur textile, pivot de la révolution industrielle<sup>8</sup>.

À travers ces mesures, la Grande-Bretagne cherchait non seulement à dominer les échanges commerciaux mais également à renforcer sa sécurité nationale en garantissant un contrôle sur les routes maritimes et les ressources coloniales. Cette volonté d'augmenter la production manufacturière correspond aujourd'hui à la définition d'accroissement de la puissance par l'économie.

Il est question dans cette partie d'exposer les principales mesures protectionnistes qu'a employées la Grande-Bretagne à travers son histoire pour se développer et à terme avoir les capacités pour être un grand empire commerçant.

### **Les lois sur la navigation : mesures déterminantes de la suprématie maritime**

Pays de navigateurs, la Grande-Bretagne a pu développer sa flotte grâce à des mesures protectionnistes dont les plus emblématiques sont les *Navigation Acts* de 1651, 1660, 1663 qui avaient pour but de favoriser le commerce britannique en interdisant aux colonies de commercer avec des nations étrangères, sauf par l'intermédiaire de navires britanniques ou coloniaux. Cela visait à renforcer la marine marchande britannique et à garantir que les profits du commerce colonial bénéficient principalement à la métropole<sup>9</sup>.

En effet, les navires transportant des marchandises entre les colonies et la Grande-Bretagne devaient être britanniques ou majoritairement composés d'équipages britanniques. Certains produits issus des colonies, comme le tabac et le sucre de canne, ne pouvaient même être exportés que vers la Grande-Bretagne.

Ces lois ont créé un système commercial fermé qui a favorisé les intérêts des propriétaires terriens et des armateurs britanniques, mais ont également conduit à des tensions avec les colonies, qui souhaitaient accéder à d'autres marchés plus lucratifs<sup>10</sup>.

---

<sup>7</sup> Céline, SPECTOR, *Mercantilisme et philosophie*, Presses universitaires de France, 2003.

<sup>8</sup> Fulgence, DELLEAUX, *Histoire économique de l'Europe moderne XVe-XVIIIe siècle*, Armand Colin, 2015.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> François, CROUZET, *Commerce et Empire: l'expérience britannique du libre-échange à la Première Guerre mondiale*, Armand Colin, 1964.

Les *Navigation Acts* ont contribué à la montée du ressentiment dans les colonies américaines, qui voyaient ces lois comme une entrave à leur développement économique. Cela a été un facteur clé dans le mécontentement qui a conduit à la Révolution américaine. Bien que ces lois aient initialement soutenu la croissance de la marine marchande britannique, elles ont également entraîné des coûts plus élevés pour les consommateurs britanniques et coloniaux, car elles limitaient la concurrence <sup>11</sup>.

La politique mercantiliste anglaise de l'époque s'appliquait également à ses colonies, qui furent intégrées dans un système économique conçu pour maximiser les bénéfices de la métropole. Les colonies fournissent des matières premières essentielles pour le marché britannique (sucre, coton, tabac), tandis que les colonies servaient de débouchés exclusifs pour les produits manufacturés anglais. Cette relation asymétrique était maintenue par des restrictions strictes empêchant le développement industriel local, garantissant ainsi la dépendance des colonies envers la Grande-Bretagne <sup>12</sup>.

### **Les *Corn Laws* ou la nécessité de maintenir un solde budgétaire positif**

Avant 1815, la Grande-Bretagne avait déjà adopté des politiques protectionnistes, notamment sous Jacques Ier, qui fit interdire la vente de laine à l'extérieur du royaume. Par la suite, les droits de douane sur les tissus provenant de France et de Hollande furent renforcés<sup>13</sup>. Cependant, ce furent les *Corn Laws*, imposant de lourds tarifs sur les importations de céréales afin de protéger les agriculteurs britanniques, qui eurent le plus grand impact. Ces lois avaient pour but de maintenir des prix élevés pour les produits agricoles locaux et de protéger les agriculteurs britanniques contre la concurrence étrangère en imposant des tarifs élevés sur les importations de céréales.

Les *Corn Laws* ont été mises en place à la suite des guerres napoléoniennes, lorsque la production alimentaire était cruciale pour soutenir l'effort de guerre. En 1815, le gouvernement conservateur de Lord Liverpool a renforcé ces lois pour maintenir des prix élevés du blé afin de protéger les intérêts des propriétaires terriens et des agriculteurs britanniques face à une baisse des prix après la guerre<sup>14</sup>.

Ces lois visaient à garantir un revenu stable pour les agriculteurs britanniques en interdisant l'importation de blé lorsque son prix était inférieur à un certain seuil (80 shillings par *quarter*). Cela a permis aux producteurs locaux de vendre leurs produits à des prix plus élevés, mais a également entraîné une augmentation des coûts alimentaires pour les consommateurs <sup>15</sup>.

Les *Corn Laws* ont eu des effets néfastes sur la population ouvrière, car elle réduit le pouvoir d'achat des travailleurs. Les critiques, notamment au sein de l'*Anti-Corn Law League*, ont souligné que ces lois ont augmenté le coût de la vie et limité la consommation des biens manufacturés <sup>16</sup>.

Face à la pression croissante pour abolir ces lois, notamment en raison des difficultés économiques rencontrées par les classes populaires et industrielles, un mouvement en faveur

---

<sup>11</sup> Serge, BIANCHI, *Des révoltes aux révolutions*, Presses universitaires de Rennes, 2015.

<sup>12</sup> Alain, CLÉMENT, *Les mercantilistes et la question coloniale aux XVIe et XVIIe siècles*, 2005.

<sup>13</sup> Fulgence, DELLEAUX, *Histoire économique de l'Europe moderne XVe-XVIIIe siècle*, Armand Colin, 2015.

<sup>14</sup> Bernard, COTTRET, *Histoire de l'Angleterre*, Tallandier, 2019.

<sup>15</sup> Bertrand, BLANCHETON, «2. Les corn laws», *Histoire des faits économiques*, Dunod, 2020.

<sup>16</sup> Serge, BIANCHI, *Des révoltes aux révolutions*, Presses universitaires de Rennes, 2015.

du libre-échange a émergé. Des économistes comme David Ricardo ont plaidé contre les Corn Laws, arguant qu'elles nuisaient à l'économie globale en augmentant les coûts pour les consommateurs et en freinant la croissance industrielle <sup>17</sup>.

### **La montée en puissance par le protectionnisme économique**

Les effets des politiques protectionnistes furent considérables. Sur le plan économique, elles consolidèrent l'industrie britannique, notamment dans les secteurs textile et maritime, tout en favorisant la montée de Londres en tant que centre mondial du commerce. La marine britannique, soutenue par les lois sur la navigation, devint un outil clé de projection de puissance militaire. Par ailleurs, ce système permit à la Grande-Bretagne d'exercer un contrôle accru sur ses colonies, en exploitant leurs ressources et en s'assurant des débouchés pour ses produits manufacturés.

Cependant, ces politiques eurent également des effets négatifs. Elles freinèrent le développement économique des colonies, accentuant leur dépendance vis-à-vis de la métropole et alimentant des tensions croissantes. La rigidité du système mercantiliste contribua à l'émergence de mouvements indépendantistes, comme en Amérique du Nord. Sur le plan interne, des politiques telles que les *Corn Laws* accentuèrent les inégalités sociales en favorisant les élites terriennes au détriment des classes populaires<sup>18</sup>.

### **Au fondement de l'opposition entre les partisans du protectionnisme et du libre-échangisme : une théorie économique qui oppose les classes bourgeoise et aristocratique.**

Le Royaume-Uni a adopté des mesures pour se protéger des économies étrangères et favoriser le développement de son industrie. Forte de sa position de leader en Europe, l'industrie britannique a incité les autres États à adopter le libre-échange, convaincue que ses produits s'imposeraient sur les marchés européens.

Depuis le XV<sup>ème</sup> siècle, les lois sur les blés imposent des tarifs aux importations de blé de manière à protéger l'agriculture anglaise. Le XVIII<sup>ème</sup> siècle marque le début de la révolte des possesseurs de manufactures pour l'abolition des lois protectionnistes, ce qui avait pour objectif de rendre moins cher le prix du blé importé <sup>19</sup>.

Ces lois protectionnistes avaient pour objectif de protéger les revenus des propriétaires fonciers. Groupe social puissant et majoritaire au Parlement, les propriétaires terriens arrivent à s'opposer à l'abrogation de ces lois qui n'interviendront qu'en 1846. Pour autant, dans une revue publiée en 1815, *Essai sur l'influence du bas prix du blé sur les profits des capitaux*, Ricardo, chef de file des partisans de l'abolition des lois, développe sa théorie des rendements décroissants dans l'agriculture <sup>20</sup> et considère que « l'intérêt des propriétaires fonciers ne doit pas passer avant celui de la nation » <sup>21</sup>.

Cette théorie illustre le passage d'une économie basée sur la production agricole à une économie basée sur la production manufacturière. Il constate que plus on augmente les investissements pour cultiver une parcelle de terre, plus les gains obtenus augmentent mais

---

<sup>17</sup> Bertrand, BLANCHETON, «2. Les corn laws», *Histoire des faits économiques*, Dunod, 2020.

<sup>18</sup> Alain, CLÉMENT, *Les mercantilistes et la question coloniale aux XVIe et XVIIe siècles*, 2005.

<sup>19</sup> Gilles, DOSTALER, «David Ricardo, à l'assaut du protectionnisme», *Alternatives Economiques*, 2002.

<sup>20</sup> Gilles, DOSTALER, «David Ricardo et Thomas Malthus: les potes», *Alternatives Economiques*, 2021.

<sup>21</sup> Bertrand, BLANCHETON, «2. Les corn laws», *Histoire des faits économiques*, Dunod, 2020.

à un rythme de plus en plus lent. Ricardo par ce constat conclut que l'importation de blé sans barrières douanières venu du continent, aurait un effet bénéfique sur la création de richesse et donc sur la croissance économique de l'ensemble du pays.

Ricardo va alors élaborer une théorie fondatrice de l'économie politique classique. Elle prend son point de départ dans l'affirmation selon laquelle le temps investi dans la production d'une marchandise va fixer le prix de cette marchandise, qu'il s'agisse du temps pour la production ou du temps pour la fabrication des moyens de production.

### **De l'opposition entre propriétaires terriens et bourgeois à une alliance pour les intérêts de l'Empire britannique**

Paru en 1584, le *Discours sur la colonisation occidentale* du géographe Richard Hakluyt a déclaré que la colonisation de nouvelles terres permettrait à la Grande-Bretagne de trouver des débouchés économiques pour les marchandises qu'elle produit. Des compagnies privées, structurées comme des sociétés par actions, ont obtenu le monopole par autorisation royale d'importer les produits en provenance du Nouveau Monde. Ces sociétés par actions, dirigées par des marchands capitalistes, engrangent de tels gains économiques de la vente des produits importés d'Amérique que se multiplient ces structures d'un nouveau genre après 1688 pour atteindre le nombre de quatre-vingt-dix en 1695 <sup>22</sup>.

Cet afflux important de produits issus des colonies a entraîné un effet négatif pour l'industrie nationale britannique, détenue par les propriétaires terriens. Le coton importé en masse des colonies a fait baisser les prix de cette marchandise ce qui a entraîné des émeutes d'ouvriers de la soie, du lin et du chanvre qui se sont retrouvés au chômage. Cette concurrence de la part des colonies a entraîné la prise de mesures protectionnistes de la part du gouvernement anglais en appliquant une taxe de 20% sur la valeur des tissus lors de leur arrivée sur le sol anglais ; puis à prohiber leur importation en 1701 <sup>23</sup>.

L'exemple mentionné illustre la manière dont Ricardo développe sa théorie de la répartition de la valeur ajoutée, où l'opposition entre capitalistes, salariés et propriétaires fonciers occupe une place centrale. Le niveau des salaires est déterminé par le temps nécessaire à la production des denrées de première nécessité, au premier rang desquelles figure le blé. Par conséquent, le niveau des profits des propriétaires terriens dépend directement du prix de ces produits, contrairement aux capitalistes, qui investissent leur épargne dans des expéditions vers les colonies, échappant ainsi aux contraintes de rendement liées à l'exploitation agricole <sup>24</sup>.

La relation entre salaires et profits place le conflit d'intérêts entre travailleurs et capitalistes au cœur du système. Ricardo lui-même met en évidence l'opposition entre propriétaires fonciers et capitalistes. En 1820, une pétition est réalisée contre les *Corn laws* et est remise à la Chambre des Communes à l'initiative de l'économiste Thomas Tooke avec le soutien du *Political Economy Club* de Ricardo <sup>25</sup>.

Après la révolution financière britannique des années 1690, l'intérêt financier était perçu comme une menace pour l'ordre établi, fondé sur les richesses provenant des propriétés

---

<sup>22</sup> Fulgence, DELLEAUX, *Histoire économique de l'Europe moderne XVe-XVIIIe siècle*, Armand Colin, 2015.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> Gilles, DOSTALER, «David Ricardo et Thomas Malthus: les potes», *Alternatives Economiques*, 2021.

<sup>25</sup> Bertrand, BLANCHETON, «2. Les corn laws», *Histoire des faits économiques*, Dunod, 2020.

terriennes. Il faudra attendre le XVIII<sup>e</sup> siècle et la volonté d'expansion de l'Empire et plus particulièrement en Asie pour qu'une alliance se forme entre la City, les investisseurs du sud de l'Angleterre et les propriétaires fonciers <sup>26</sup>.

### **Les avantages comparatifs : une théorie faite pour la Grande-Bretagne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle**

Les rendements décroissants dans l'agriculture, détenue par les propriétaires terriens, ont pour effet à la fois d'augmenter les salaires lorsqu'il y a une augmentation du prix du blé, mais également d'augmenter la rente versée par les propriétaires terriens aux capitalistes bourgeois engagés dans la campagne de colonisation. Ces rendements décroissants entraînent une baisse des profits, ralentissant ainsi la croissance et menant à une stagnation de l'économie nationale, ce qui contredit l'objectif des économistes classiques, à savoir favoriser en permanence la croissance économique <sup>27</sup>.

Ricardo propose deux solutions à ce problème de ralentissement économique. La première introduit deux solutions pouvant ralentir ce processus. La première est l'amélioration de la productivité agricole. La seconde est la libre importation du blé étranger.

Ricardo se place ainsi en partisan du libre-échange conscient que la Grande-Bretagne devrait se spécialiser dans les domaines où elle est la meilleure et faire importer des produits dans les domaines où elle est la plus faible. Ricardo explique que chaque pays a intérêt à concentrer ses efforts dans la production des marchandises pour lesquelles il dispose d'un avantage, et cela même dans les branches de production où il est en situation de désavantage, ou d'avantage, par rapport à ses concurrents. Cette idée est au fondement de la théorie économique orthodoxe <sup>28</sup>.

En encourageant les autres États européens à adopter le libre-échange, la Grande-Bretagne était convaincue que cette politique renforcerait sa population et favoriserait le développement de ses colonies. Grâce à son avance industrielle considérable, elle comprenait que ses productions domineraient les marchés européens tout en lui permettant d'importer des produits à moindre coût par rapport à ceux fabriqués sur son propre territoire et pour lesquels elle n'avait pas d'avantage compétitif <sup>29</sup>.

Ainsi, la théorie libre-échangiste une fois énoncée, il est important de comprendre comment celle-ci est devenue effective en Grande-Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle, ou plutôt comment se sont déroulés les débats rendant possible l'avènement du libre-échange au sein d'un Empire qui cultivait le protectionnisme ?

### **Guerre cognitive et fin du protectionnisme : une mutation économique au service des élites et de la puissance impériale**

Dans ce contexte économique et politique présenté, certains acteurs se sont mobilisés pour faire abolir les *Corn Laws*. Richard Cobden<sup>30</sup>, issu d'une famille d'agriculteurs modestes, a

---

<sup>26</sup> Peter CAIN, Antony HOPKINS, *The Political Economy of British Expansion Overseas, 1750-1914*, The Economic History Review, 1980.

<sup>27</sup> Gilles, DOSTALER, « David Ricardo et Thomas Malthus: les potes », Alternatives Économiques, 2021

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> François, CROUZET, *Commerce et Empire: l'expérience britannique du libre-échange à la Première Guerre mondiale*, Armand Colin, 1964.

<sup>30</sup> « Richard Cobden Biography », *Modern British History Group*, University of East Anglia, 2022.

connu les difficultés du monde rural. Son expérience l'a sensibilisé aux injustices du système protectionniste tel que présenté. Cela l'a poussé à défendre le libre-échange, qu'il percevait comme bénéfique pour tous, y compris les agriculteurs. Il est souvent décrit comme un homme profondément altruiste. En tant qu'industriel, il est cependant possible qu'il vît dans le libre-échange un moyen de favoriser ses propres affaires. Ces raisons le poussent à fonder en 1836 la « *anti-Corn Laws association* ». Face à son manque de succès, elle est remplacée par la « *National Anti-Corn Laws league* » en 1839, qui en conserve l'essence. Cette organisation agit comme un mouvement social et politique de masse. Richard Cobden rencontre John Bright<sup>31</sup> en 1841, qui fera passer la lutte dans une nouvelle phase. Lui aussi mu était par l'intérêt des plus défavorisés, et peut-être également par ceux de la bourgeoisie à laquelle il appartenait depuis sa naissance. Au sein du mouvement, Cobden était l'économiste pragmatique, Bright était l'orateur charismatique et passionné. L'un parlait aux intellectuels et aux politiques, l'autre parlait aux foules. Cette complémentarité entre deux hommes devenus amis a contribué au succès de leur cause. James Wilson<sup>32</sup>, un financier écossais ayant bâti sa fortune dans le commerce de chapeaux, était proche de la Ligue, bien qu'aucune source n'indique qu'il en ait directement fait partie. En 1843, il crée le journal « *The Economist* », un journal libéral qui sert directement la cause abolitionniste. Il en sera le directeur de la rédaction pendant des années et sa famille restera le seul actionnaire pendant des décennies. La ligne éditoriale du journal est ouvertement libre-échangiste et s'adresse à un public de financiers. Il sera largement lu dans les classes d'affaires et sera notamment une référence dans la City naissante, cœur financier de l'Empire.

La lutte pour l'abolition du système protectionniste est donc passée par un dispositif réfléchi mis en place par des individus volontaires. Elle s'est appuyée sur une organisation structurée, avec des bureaux, des publications, un réseau de bénévoles et des campagnes de financement. La *League* a développé une stratégie de communication sophistiquée, utilisant la presse, les meetings publics et la distribution de tracts pour diffuser ses idées et mobiliser l'opinion publique.

Même si cet outil de guerre cognitive a permis aux idées abolitionnistes d'infuser largement dans toutes les classes de la société, ce sont les famines en Écosse et Irlande à partir de 1840 qui furent décisives. En 1846, les abolitionnistes obtinrent gain de cause avec abolition des Corn Laws. Cet acte marque le tournant économique du Royaume-Uni, qui passe d'une doctrine économique mercantiliste à un positionnement libre-échangiste. Il consacre la domination politique des industriels sur les propriétaires terriens.

L'abolition des Corn Laws a ouvert le marché britannique aux importations de céréales<sup>33</sup>. Cela s'est matérialisé par une baisse des prix alimentaires et une hausse constante du pouvoir d'achat<sup>34</sup> entre 1847 à 1852. Celui-ci se remet à baissé à partir de cette date et se stabilise finalement à un niveau inférieur à ce qu'il était pré-abolition.

Finalement, si le prix du pain était un des principaux arguments avancés par le camp abolitionniste, l'abolition des Corn Laws n'a permis qu'une baisse à court terme, compensée

---

<sup>31</sup> George Macaulay, TREVELYAN, *The Life of John Bright*, Houghton Mifflin Co., 1913.

<sup>32</sup> Ruth Dudley, EDWARDS, *Wilson, James (1805–1860), economist and politician*, Oxford Dictionary of National Biography, 2004.

<sup>33</sup> Stéphane, LEBECQ, *Histoire des îles britanniques, Chapitre XXI : "Une suprématie disputée (1875-1914)"*, Armand Colin, date inconnue.

<sup>34</sup> « CPI Series for the UK since 1750 », *Thomas Piketty Data*.

à moyen et long terme. Une des pistes pour expliquer cette faible durée dans le temps est de raisonner sur la main-d'œuvre. L'ouverture à la concurrence de l'agriculture britannique a mené au déclin brutal de ce secteur<sup>35</sup>. La filière blé a notamment connu une chute spectaculaire dans les régions dont l'économie en dépendaient grandement comme l'East Anglia. Face à ce déclin et la modernisation du secteur, nombre de paysans se sont retrouvés oisifs, ce qui a engendré une pression à la baisse sur les salaires des ouvriers industriels. Les salaires ont donc baissé dans des proportions comparables au prix du pain. L'approvisionnement en denrées céréalières a néanmoins permis de supporter la croissance démographique, sans toutefois empêcher l'Irlande de connaître la plus grande famine du siècle, à l'origine de grandes migrations vers les États-Unis.

*In fine*, la bourgeoisie industrielle est la seule à avoir bénéficié de cette révolution économique, en bénéficiant de charges réduites sur sa main-d'œuvre.

Dans la foulée de l'abolition des Corn Laws en 1846 furent abolies les *Navigation Acts* en 1849, consacrant le tournant vers le libre-échange. Richard Cobden<sup>36</sup> et John Bright, furent également des figures de proue de cette réforme, arguant que les restrictions sur le commerce maritime augmentaient les coûts et freinaient la compétitivité économique.

À travers des campagnes publiques et des interventions parlementaires, ils ont convaincu des figures politiques comme Robert Peel et Lord John Russell de l'importance d'ouvrir les routes maritimes<sup>37</sup>.

Bien que les protectionnistes aient invoqué des enjeux de sécurité et d'emploi, la réforme permit l'intégration commerciale mondiale, facilitant l'accès des navires étrangers aux colonies britanniques, et réciproquement.

À partir du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'économie britannique s'est progressivement réorientée sous l'influence croissante d'une alliance entre les élites terriennes traditionnelles et les nouvelles élites financières et commerciales centrées autour de la City de Londres. L'historien Martin Wiener<sup>38</sup> souligne que ces élites, attirées par la rentabilité et le prestige des activités financières et commerciales, ont largement délaissé l'industrie manufacturière nationale. La fusion de ces groupes au sein d'une classe dirigeante unifiée a renforcé la domination de la City, faisant de ce centre financier le moteur de l'économie britannique.

Le poids politique des grands propriétaires terriens, historiquement influents au sein des partis Tories et Whigs (évoluant respectivement en Conservateurs et Libéraux), a consolidé cette orientation économique. Grâce à un suffrage limité excluant une grande partie de la population, ces élites ont maintenu un contrôle étroit sur les décisions gouvernementales. Elles ont ainsi favorisé des politiques libre-échangistes adaptées à leurs intérêts, tout en négligeant les besoins de modernisation de l'industrie nationale. Cette dynamique a permis à

---

<sup>35</sup> Stéphane, LEBECQ, *Histoire des îles britanniques, Chapitre XXI : "Une suprématie disputée (1875-1914)"*, Armand Colin, date inconnue.

<sup>36</sup> Richard, COBDEN, *Speeches on Questions of Public Policy*, T. Fisher Unwin, 1870.

<sup>37</sup> Bernard, SEMMEL, *The Rise of Free Trade Imperialism: Classical Political Economy, the Empire of Free Trade and Imperialism 1750–1850*, Cambridge University Press, 1970.

<sup>38</sup> Martin, WIENER, *English Culture and the Decline of the Industrial Spirit, 1850-1980*, Cambridge University Press, 1981.

la Grande-Bretagne de soutenir son rôle de leader mondial du commerce et de la finance, mais au prix d'un affaiblissement progressif de sa compétitivité industrielle<sup>39</sup>.

Ce choix stratégique reflète une convergence d'intérêts entre la City et les propriétaires terriens, particulièrement marquée dans le sud de l'Angleterre, où les investisseurs se sont alignés sur une vision impériale de l'économie.

### **La marche forcée vers la domination économique ou l'exclusion légale des laissés-pour-compte**

L'absence de statistiques officielles sur le chômage en Grande-Bretagne avant 1931 soulève la question d'un possible déni volontaire de ce phénomène par les autorités<sup>40</sup>. La mesure du chômage en France et en Allemagne a commencé dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>41</sup>. Ce manque de données résulte d'un mélange de facteurs idéologiques, structurels et méthodologiques et a biaisé l'analyse des décideurs politiques. Ne pas mesurer le chômage revient à omettre une dimension du problème et empêche toute remise en cause d'un système économique.

Les *Poor Laws*<sup>42</sup>, en vigueur depuis 1601, constituaient le principal cadre juridique pour l'aide aux indigents en Angleterre et au Pays de Galles. Elles prévoyaient une assistance aux pauvres financée par des taxes locales, souvent distribuée sous forme d'aides directes ou de travail dans des hospices (*workhouses*). Cependant, au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, ce système est largement critiqué. La combinaison de la croissance démographique, des transformations économiques liées à la Révolution industrielle et des tensions sociales a fait exploser les coûts de l'assistance.

La réforme de ces *Poor Laws* a été influencée à la fois par les courants de l'économie classique et les courants malthusiens. Dans son *Essai sur le principe de population*<sup>43</sup>, Malthus avance que l'assistance publique, telle qu'elle est alors pratiquée, contribue à aggraver la surpopulation et la pauvreté. Selon lui, les *Poor Laws* encouragent une croissance démographique irresponsable en supprimant les freins naturels que sont la famine et les privations. Malthus soutient également que l'aide publique décourage l'effort individuel et la responsabilité, tout en imposant un fardeau croissant sur les contribuables. Il plaide donc pour une réforme drastique des *Poor Laws*, voire leur abolition, afin de rétablir ce qu'il considère comme un équilibre naturel entre population et ressources.

Les idées de Thomas Malthus ont exercé une influence majeure sur la réforme des *Poor Laws* en 1834, largement inspirée du rapport de la Commission royale de 1832. Cette réforme visait à réduire la dépendance des pauvres à l'assistance publique en s'appuyant sur trois principes clés<sup>44</sup>. D'abord, la dissuasion de la dépendance : l'aide extérieure aux hospices (*outdoor relief*) pour les personnes valides fut supprimée, afin de limiter les incitations à solliciter une

---

<sup>39</sup> Philippe, MARGUERAT, *Grande-Bretagne, 1880-1913. Banques et grande industrie France, Grande-Bretagne, Allemagne 1880-1930*, Chapitre 1, Presses de Sciences Po, 2015, pp. 17-110.

<sup>40</sup> Bénédicte, REYNAUD, *Chômage et pauvreté en Grande-Bretagne (1601-1931) : le recensement des chômeurs*, HAL Archives ouvertes, 2017.

<sup>41</sup> Christian, TOPALOV, *Naissance du chômeur, 1880-1910*, Paris, Albin Michel, 1994.

<sup>42</sup> Mark, BLAUG, *The Myth of the Old Poor Law and the Making of the New*, *The Journal of Economic History*, vol. 23, no. 2, 1963, pp. 151-184.

<sup>43</sup> Thomas, MALTHUS, *Essai sur le principe de population*, J. Johnson, 1798.

<sup>44</sup> Mark, BLAUG, *The Myth of the Old Poor Law and the Making of the New*, *The Journal of Economic History*, vol. 23, no. 2, 1963, pp. 151-184.

assistance. Ensuite, le principe de "l'effet dissuasif" (*less eligibility*) imposait que les conditions de vie dans les hospices soient volontairement moins favorables que celles des travailleurs les plus pauvres, dissuadant ainsi ceux qui pourraient chercher à bénéficier de cette aide par opportunisme. Enfin, la gestion de l'assistance fut centralisée sous le contrôle d'une Commission des *Poor Laws*, garantissant une uniformité des pratiques et réduisant les abus. Ces mesures reflétaient les thèses malthusiennes selon lesquelles une aide publique trop généreuse favorise une croissance démographique incontrôlée et décourage l'effort individuel. La *New Poor Law* de 1834<sup>45</sup>, fortement influencée par les économistes classiques, postulait par ailleurs que le chômage involontaire n'existait pas. Cette loi partait du principe que tout individu capable de travailler pouvait trouver un emploi grâce au libre jeu du marché. L'aide publique était alors réservée aux personnes inaptes au travail, excluant de fait les chômeurs. Si ces principes ont permis de diminuer les coûts de l'assistance, la réforme a été critiquée pour sa dureté, les hospices devenant souvent des lieux de stigmatisation et de souffrance. Ce tournant, marqué par l'influence de Malthus, a durablement inscrit une logique de responsabilité individuelle et de dissuasion dans les politiques sociales britanniques.

En parallèle de ce déni volontaire et légal de l'existence même d'un chômage involontaire coexistaient des difficultés méthodologiques importantes. La définition même du chômeur était floue, et il était difficile de distinguer les personnes sans emploi de celles qui alternaient entre périodes de travail et d'inactivité. De plus, un recensement du chômage à cette époque se serait avéré techniquement complexe, comme le souligne l'enquête menée par William Ogle en 1887<sup>46</sup>. Cette enquête a mis en lumière l'imprécision des données recueillies et la difficulté de vérifier leur exactitude ; ces données étant purement déclaratives. Le manque de personnel qualifié, de ressources et la résistance de certains fonctionnaires ont par ailleurs entravé la production de statistiques fiables sur le chômage. Ces problèmes se retrouvent dans le discours d'Hubert Llewellyn Smith, premier commissaire du travail, qui était opposé à un recensement des chômeurs en 1895. Il arguait de l'impraticabilité d'un tel recensement et a exprimé des craintes quant à la mise en place d'un vaste programme d'aide aux chômeurs.

Ces deux bouleversements législatifs montrent bien le choix qu'ont fait une partie des élites britanniques d'embrasser le libre-échange en lieu et place du mercantilisme. La logique de profit s'est substituée à une logique de développement économique. A partir de cette période, l'enrichissement des uns s'est décorrélé de la croissance économique au bénéfice de tous. La priorité accordée aux secteurs financiers et commerciaux, combinée à l'exploitation des ressources de l'Empire, a redéfini la structure économique du pays et l'a inscrite dans une logique davantage tournée vers l'extérieur. Si cette orientation a assuré à court terme la prospérité des élites, elle a également contribué à creuser un fossé entre l'essor économique mondial et les besoins d'une industrie nationale en pleine transformation.

### **Capital et canons : investissements, puissance navale et libre-échange au service de l'expansion britannique**

---

<sup>45</sup> Ibid.

<sup>46</sup> Ibid.

## L'essor des investissements à l'étranger et le rôle de la finance

Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, la Grande-Bretagne se trouve à l'apogée de son expansion industrielle<sup>47</sup>, ce qui va profondément influencer ses choix politiques et économiques, y compris en matière d'investissements. La Révolution industrielle, qui débute vers la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, transforme la société anglaise et ses structures économiques. L'Angleterre devient la première nation à se lancer dans une industrialisation à grande échelle, et cette dynamique a un impact majeur sur ses politiques d'investissement, tant au niveau national qu'international. L'orientation de ses investissements, tant publics que privés, au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, reflète cette volonté de maintenir sa position dominante en matière de commerce, d'industrie, et de puissance mondiale<sup>48</sup>.

Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, le Royaume-Uni, puissance mondiale, est confronté à des défis extérieurs, notamment la nécessité de maintenir sa position industrielle face à l'émergence de concurrents européens. La politique d'investissement, aussi bien dans l'infrastructure nationale que dans les colonies, va répondre à ces besoins de maintien et d'expansion de son influence économique<sup>49</sup>.

L'un des piliers fondamentaux de la politique d'investissement en Grande-Bretagne au début du XIX<sup>ème</sup> siècle est le développement des infrastructures. Le pays, à la veille de la révolution industrielle, est dans une phase où le commerce, tant interne qu'international, nécessite des améliorations majeures dans les transports. L'industrialisation et l'expansion des villes entraînent une demande croissante pour des réseaux de transport efficaces, et les investissements publics dans ce secteur vont connaître une expansion sans précédent.

Les chemins de fer deviennent un axe central de ces investissements. Le pays, pionnier dans le domaine du chemin de fer, voit dans les transports ferroviaires un moyen essentiel pour connecter ses régions industrielles et pour développer le commerce. Les grandes lignes ferroviaires, comme celles reliant Londres aux autres centres industriels, sont financées par des emprunts d'État et par des investissements privés. Le gouvernement soutient ces projets par des subventions et des facilités fiscales, car ils sont considérés comme essentiels pour la croissance économique du pays. L'essor du chemin de fer joue un rôle déterminant dans l'élargissement des marchés pour les industries de fabrication, notamment dans les secteurs du textile, du charbon et de l'acier.

Parallèlement, les investissements dans les canaux continuent de jouer un rôle important au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, en particulier pour l'acheminement du charbon, des produits agricoles, et des matières premières. Bien que les chemins de fer gagnent du terrain, les canaux demeurent essentiels pour les régions plus isolées, et l'Angleterre continue d'y investir massivement.

En plus des investissements dans l'infrastructure nationale, l'Angleterre se distingue également par ses investissements à l'étranger, notamment dans ses colonies<sup>50</sup>. Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, la politique coloniale britannique est étroitement liée à ses objectifs économiques. Le gouvernement britannique, avec le soutien des grandes banques et

---

<sup>47</sup> Elise S. BREZIS, *Foreign capital flows in the century of Britain's industrial revolution: new estimates, controlled conjectures*, Economic History Review, 1995.

<sup>48</sup> William N. GOETZMANN, Andrey D. UKHOV, *British investment overseas 1870-1913: a modern portfolio theory approach*, 2005.

<sup>49</sup> Jean-Baptiste GOSSE, *Le cycle britannique des déséquilibres financiers internationaux (XVI<sup>e</sup> siècle - 1944)*, 2008.

<sup>50</sup> Jim CLIFFORD, *Early Globalization: Exploring British Imports 1856-1906*, 2018.

compagnies commerciales, encourage les investissements dans les colonies, qui sont perçues comme des réservoirs de matières premières et des débouchés pour les produits manufacturés anglais.

Les investissements dans les plantations de canne à sucre, le coton, le tabac et, plus tard, dans les mines d'or et de diamants, sont essentiels à l'économie coloniale. L'Angleterre est également fortement impliquée dans le financement de l'exploitation minière dans ses colonies africaines et asiatiques, en particulier dans les régions riches en matières premières. Ces investissements permettent non seulement de répondre aux besoins des industries anglaises, mais aussi de renforcer le contrôle britannique sur ses territoires coloniaux.

L'Empire britannique devient ainsi un espace d'expansion économique par le biais d'investissements directs dans les infrastructures (ports, chemins de fer, etc.). L'exportation de capitaux anglais vers ces colonies est aussi facilitée par l'adoption de l'étalon-or dans la plupart de l'Empire britannique, ce qui réduit les risques de change et encourage les investissements à l'étranger.

### **La dissociation entre intérêt de puissance et intérêt financier**

Les banques anglaises jouent un rôle fondamental dans la politique d'investissement de l'époque. À mesure que l'industrialisation s'intensifie, l'Angleterre dispose de surplus de capitaux qu'il faut placer à l'étranger<sup>51</sup> ou dans des projets nationaux. Les grandes banques d'affaires comme la Barclays, la Lloyds Bank ou la Bank of England deviennent des acteurs majeurs de cette politique d'investissement, en finançant des projets d'envergure, y compris les investissements dans les infrastructures, les sociétés industrielles et les entreprises coloniales. Cependant, leurs investissements ne suivent pas une logique de puissance et d'intérêt national, mais sont guidés par la recherche de profit et stabilité à court terme.

C'est la raison pour laquelle les banques britanniques financent comparativement moins leur économie nationale que les banques allemandes<sup>52</sup>.

Les investissements dans les entreprises industrielles se font principalement par l'émission d'obligations et de titres de créance, avec une préférence pour les secteurs déjà bien établis comme le textile, le charbon, l'acier, et les transports. Les investissements étrangers se concentrent également sur l'achat de titres d'État ou d'obligations émises par des gouvernements étrangers, souvent dans les pays européens et les colonies britanniques. Les rentabilités offertes par ces investissements à l'étranger, dans un contexte de capital abondant et de faibles taux d'intérêt au Royaume-Uni, rendent ces placements très attractifs. Au cours de la guerre civile portugaise (1828-1834), opposant les partisans de Dom Miguel (absolutisme) et de Dom Pedro IV (monarchie constitutionnelle), ce dernier a obtenu un soutien financier important de la Grande-Bretagne. Les prêts britanniques étaient assortis de conditions strictes, notamment la gestion des revenus publics et l'adoption de traités commerciaux favorables à Londres. Ces accords réduisaient les droits de douane pour les produits britanniques, renforçant leur domination économique et affaiblissant les industries portugaises locales. Cette dépendance économique a freiné le développement industriel du Portugal tout en renforçant l'influence britannique.<sup>53</sup>

---

<sup>51</sup> Brian D. VARIAN, *British exports and American tariffs, 1870-1913*, 2017.

<sup>52</sup> Philippe, MARGUERAT, *Grande-Bretagne, 1880-1913. Banques et grande industrie France, Grande-Bretagne, Allemagne 1880-1930*, Chapitre 1, Presses de Sciences Po, 2015, pp. 17-110.

<sup>53</sup> Ahamed LIAQUAT, *Lords of finance: The bankers who broke the world*, 2009, Penguin Press

Les banques anglaises participent aussi activement aux investissements dans les sociétés de chemin de fer à l'étranger, en particulier en Europe, mais aussi en Amérique latine et en Inde. Ce capital sert à financer la construction de réseaux ferroviaires et d'autres projets d'infrastructure, souvent en échange de concessions à long terme et d'une part importante des bénéfices générés par ces projets.

Un autre élément central de la politique d'investissement britannique au début du XIX<sup>ème</sup> siècle est l'adoption de l'étalon-or. L'Angleterre adopte officiellement l'étalon-or en 1821, ce qui stabilise la livre sterling et rend les investissements à l'étranger plus attractifs, en réduisant les risques de change. L'étalon-or devient une véritable ancre pour le système monétaire international, permettant aux investisseurs britanniques de placer leurs capitaux à l'étranger avec une certaine sécurité. Cela ouvre la voie à un afflux massif de capital dans les projets internationaux, notamment les chemins de fer, les mines, et les industries des colonies britanniques<sup>54</sup>.

Malgré les succès de cette politique d'investissement, plusieurs défis surgissent au fur et à mesure que les investissements se multiplient. D'abord, le manque de diversification dans les investissements, qui se concentrent principalement dans les secteurs de l'infrastructure et des matières premières, conduit à une dépendance excessive vis-à-vis des fluctuations des marchés internationaux. De plus, les tensions géopolitiques et les conflits militaires, notamment avec la France, rendent certains investissements plus risqués<sup>55</sup>.

Les premières crises financières, notamment la crise de 1825, révèlent également les faiblesses du système bancaire britannique, notamment en matière de spéculation excessive sur les chemins de fer et les investissements à l'étranger. Néanmoins, malgré ces crises, l'Angleterre conserve sa position dominante en matière d'investissements internationaux, qui constitue l'un des principaux moteurs de son empire au XIX<sup>ème</sup> siècle.

Parmi les exemples de ces investissements ciblés vers des secteurs plus rentables et stratégiques, on retrouve l'industrie manufacturière, les infrastructures de transport, les plantations et la flotte marchande<sup>56</sup>. L'industrie manufacturière, notamment le textile, a représenté l'un des secteurs les plus importants pour les investissements tournés vers l'exportation. L'exportation de produits manufacturés anglais vers le monde a explosé au cours du XIX<sup>e</sup> siècle grâce à la révolution industrielle.

Dans le secteur du textile, tout d'abord. En 1851, lors de la Grande Exposition de Londres, les exportations de tissus en coton représentaient environ 40% des exportations totales du Royaume-Uni. Entre 1820 et 1870, les exportations britanniques de textile augmentèrent de 50% en valeur.

Pour l'acier et le fer ensuite. Le Royaume-Uni dominait la production mondiale de fer et d'acier au XIX<sup>ème</sup> siècle. En 1860, le Royaume-Uni produisait environ 70% du fer mondial, et ces produits étaient en grande partie destinés à l'exportation. Le développement d'infrastructures de transport, telles que les chemins de fer et les ports, était un autre pilier des investissements britanniques. Ces investissements facilitaient l'exportation des produits finis et l'importation des matières premières.

---

<sup>54</sup> Albert BRODER, *Investissements internationaux et croissance économique : quelques aspects de la question 1820-1930*, 2001

<sup>55</sup> Brian D. VARIAN, *British exports and foreign tariffs: Insights from the Board of Trade's foreign tariff compilation for 1902*, 2022

<sup>56</sup> Bouddha ETEMAD, *Grande-Bretagne : le plus grand des empires au service d'une économie dominante*, 2020.

Les chemins de fer étaient favorisés. En 1830, le réseau ferroviaire britannique comptait environ 1 200 km de voies. Ce réseau s'est rapidement étendu au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, atteignant 32 000 km de voies en 1914. Une grande partie des investissements dans les chemins de fer étaient orientés vers l'amélioration de la logistique pour l'exportation des biens<sup>57</sup>.

Les ports avaient une importance stratégique. Le port de Liverpool, l'un des plus importants pour les exportations britanniques, traitait en 1900 environ 8 millions de tonnes de marchandises par an. Londres et Manchester étaient également des centres majeurs pour les exportations, en particulier vers les États-Unis, l'Empire colonial et l'Asie. Les investissements dans les colonies britanniques étaient centrés sur les ressources naturelles, les plantations et les infrastructures. Les colonies étaient essentielles à l'approvisionnement en matières premières et à l'exportation de biens.

L'Inde était une destination majeure du commerce. En 1900, les exportations britanniques vers l'Inde atteignaient environ 80 millions de livres sterling par an, représentant environ 60% des échanges commerciaux vers l'Empire. Les investissements en infrastructures, comme les chemins de fer (plus de 35 000 km de lignes de chemin de fer ont été construites entre 1850 et 1914), étaient en grande partie destinés à faciliter les exportations de produits britanniques. L'Afrique a également fait l'objet d'une attention particulière. Les investissements en Afrique, notamment dans l'exploitation des mines et des plantations, ont également été très élevés. Par exemple, en Afrique du Sud, les Britanniques investissaient dans l'exploitation de l'or et des diamants, et en 1890, la valeur totale des investissements britanniques en Afrique du Sud était d'environ 50 millions de livres sterling.

Le total des commodités exportées a explosé : Le Royaume-Uni exportait une grande variété de produits, avec des exportations totales atteignant 299 millions de livres sterling en 1913. Ces exportations comprenaient des produits manufacturés, des matières premières et des biens de consommation. Pour soutenir les exportations, les investisseurs britanniques ont également mis en place des instruments financiers pour réduire les risques commerciaux et faciliter les transactions internationales. Dans le monde bancaire, les lettres de change et les crédits commerciaux étaient très utilisés. Londres, en tant que centre financier mondial, a vu un afflux massif d'investissements dans des produits financiers comme les lettres de change et les crédits commerciaux. En 1880, la Banque d'Angleterre émettait environ 50 millions de livres sterling en crédits commerciaux chaque année. Les assurances maritimes étaient prisées des armateurs. Le marché de l'assurance maritime à Londres était le plus important du monde. En 1913, les primes d'assurance maritime totales étaient estimées à 5 millions de livres sterling par an, soutenant ainsi les échanges commerciaux internationaux.

Les investissements directs à l'étranger étaient une autre dimension des investissements britanniques. Ces investissements soutenaient le commerce extérieur en offrant des financements aux projets d'infrastructure et aux entreprises dans les colonies et à l'étranger. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, les investissements britanniques à l'étranger étaient d'environ 2 milliards de livres sterling, principalement destinés à financer des projets d'infrastructure, des mines et des plantations. Le Royaume-Uni était de loin le plus grand investisseur mondial à cette époque. En 1913, les recettes nettes des investissements britanniques à l'étranger étaient d'environ 60 millions de livres sterling par an, principalement issues des dividendes et des intérêts sur les investissements dans les colonies et les pays étrangers.

---

<sup>57</sup> Brian D. VARIAN, *British capital and merchandise exports, 1870-1913: the bilateral case of New Zealand*, Australian Economic History Review, 2016.

L'analyse de la structure financière des entreprises britanniques révèle que le marché financier britannique, déserté par les banques, est incapable de répondre aux besoins de financement de la grande industrie<sup>58</sup>. Les banques britanniques, privilégiant des investissements à court terme et à l'étranger, plus sûrs et plus rentables, n'ont pas soutenu l'industrie nationale, contrairement aux banques allemandes qui ont activement participé à la croissance de leur industrie par des investissements à long terme et la participation aux conseils d'administration des entreprises. Cette recherche de profits individuels a conduit à un retard vis-à-vis de l'Allemagne, notamment dans les secteurs de l'acier et de l'électrotechnique. Les entreprises britanniques, souffrant d'un manque de capitaux, sont restées plus petites, moins intégrées verticalement et moins compétitives sur le marché international. L'absence d'un marché financier solide et d'une implication forte des banques dans l'industrie a ainsi contribué au déclin relatif de l'industrie britannique face à l'Allemagne à la veille de la Première Guerre mondiale.

### **La marine marchande, vecteur important de l'accroissement de puissance**

La fin des guerres napoléoniennes marque un tournant dans l'industrie navale britannique qui voit le déclin de l'instrument principal de victoire sur l'Empire français, la Royal Navy. Comme il a été montré précédemment, le Royaume-Uni est le premier pays européen à s'industrialiser dès le XVIII<sup>ème</sup> siècle en pratiquant un système protectionniste ultra-restrictif. La période post-napoléonienne est caractérisée au Royaume-Uni par des difficultés économiques et financières et une dépression commerciale avant de connaître un rebond au gré de l'industrialisation du pays. La libéralisation de l'agriculture à travers de l'abolition des Corn Laws en 1846 et de façon plus générale du commerce britannique révèle les deux piliers maritimes de la puissance britannique : la marine marchande, en pleine expansion, et la Royal Navy. En effet, l'adoption du libre-échange marque une augmentation spectaculaire du commerce britannique (importations et exportations). Or, le Royaume-Uni étant un empire commercial maritime en pleine expansion sur tous les continents, c'est la marine marchande qui connaît une forte expansion. En effet, entre 1839 et 1850, le nombre de navires marchands sous pavillon britannique augmente de 21 670 vaisseaux à 25 984 vaisseaux<sup>59</sup>. La taille des vaisseaux augmente également, favorisée par l'évolution technologique et les besoins croissants : de 2 571 mille tonnes disponibles en 1839, la marine marchande britannique peut aligner en 1850 presque 1 million de tonnage de plus soit 3 565 mille tonnes<sup>60</sup>. L'évolution technologique voit aussi à la même époque l'adoption d'un nouveau mode de transport, le bateau à vapeur. Le principe de fonctionnement à base de charbon est grandement favorable au Royaume-Uni : disposant de bases navales stratégiques sur les 5 continents, ils peuvent installer des bases de ravitaillement pour leurs navires et ainsi favoriser un véritable réseau commercial. Cela s'illustre par le nombre de vaisseaux marchands en circulation fonctionnant à la vapeur : de 45 bateaux à vapeur en 1840, la marine royale marchande en possède 85 en 1850, avec un tonnage évoluant de 19 796 tonnes à un impressionnant 164 389 tonnes en 1850<sup>61</sup>. L'expansion commerciale britannique permise par

---

<sup>58</sup> Philippe, MARGUERAT, *Grande-Bretagne, 1880-1913. Banques et grande industrie France, Grande-Bretagne, Allemagne 1880-1930*, Chapitre 1, Presses de Sciences Po, 2015, pp. 17-110.

<sup>59</sup> Kennedy, Greg. *Maritime Strength and the British Economy*, Le Marin du nord, VII, No. 2, April 1997.

<sup>60</sup> Ibid.

<sup>61</sup> Ibid.

l'avènement de l'industrialisation, renforcée par l'adoption du libre-échange en 1846 se traduit donc par la puissance de la marine marchande et sa forte croissance, en taille, en volume et en nombre au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, renforcée par l'expansion coloniale multi-continentale que connaît l'Empire durant cette période.

### **La puissance britannique par la synergie entre marine marchande et maritime militaire**

La croissance de la marine marchande se fait en synergie avec l'expansion de la Royal Navy. En effet, les marchands britanniques dépendent de la puissance maritime royale pour offrir un environnement stable et sécurisé pour les entreprises et le commerce impérial. Par conséquent, la Navy demandait des investissements massifs pour soutenir une flotte capable de projeter sa puissance à l'étranger et sécuriser les lignes de commerce impériale. Un cercle est donc établi entre une marine marchande en expansion exponentielle et des investissements massifs pour soutenir la flotte militaire, elle-même dépendante d'investissements gouvernementaux permis par la richesse apportée par le commerce. Plus la richesse Britannique devient liée au commerce et en conséquence à sa marine marchande, plus le gouvernement doit investir et maintenir dans la Royal Navy et lui permettre un haut niveau de capacité opérationnelle. Les chiffres présentés plus haut illustrent bien cette synergie quand on les compare avec le nombre de navires en service : en 1830, la Royal Navy dispose de 178 navires à son actif, un chiffre en augmentation en 1840 avec 267 bâtiments<sup>62</sup>. Si ce chiffre diminue en 1850 à 177 navires, on constate tout de même une augmentation du tonnage avec l'augmentation du nombre de navires opérant à la vapeur<sup>63</sup>. Tout le siècle voit des évolutions technologiques majeures dans la marine royale, permettant à la marine de maintenir sa domination mondiale. Comme décrit précédemment, la synergie entre marine marchande et marine militaire est la suivante : le commerce britannique augmente rapidement grâce à l'expansion coloniale et la libéralisation du commerce et l'expansion de ce commerce repose sur la sécurité offerte par la Royal Navy. Ainsi, alors que le gouvernement investissait en moyenne 6 millions de livres sterling par an dans la marine militaire entre 1815 et 1830, ce chiffre augmente plus rapidement à partir de 1840, atteignant presque 8 millions de livres sterling en 1848<sup>64</sup>. En 1889, le *Naval Defence Act* prévoit un investissement colossal de 21 millions de livres dans la marine impériale avec un objectif d'avoir une flotte de cuirassées supérieure en nombre face aux deux prochaines flottes combinées<sup>65</sup>. L'idée reste toujours la même : la fin de l'ère victorienne voit un renouveau impérialiste britannique avec une expansion coloniale en Afrique dans un contexte de croissance économique moindre que les économies américaines et allemandes et ainsi de tension commerciale élevée. De plus, la traditionnelle rivalité franco-britannique est également latente toute la fin du siècle jusqu'à la crise de Fachoda en 1898. Il est donc nécessaire de maintenir la suprématie militaire britannique sur les mers pour assurer à Londres de se maintenir à la tête du premier empire commercial mondial. Les exemples concrets de synergie entre ces deux entités sont nombreux dès lors que toute interférence avec le commerce britannique provoque une réaction forte des marchands et donc du gouvernement via l'utilisation de la Royal Navy. Cette dernière est intervenue notamment

---

<sup>62</sup> John, MURRAY, *The Navy List*, Admiralty, 1885.

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> Greg, KENNEDY, *Maritime Strength and the British Economy*, Le Marin du nord, VII, No. 2, April 1997.

<sup>65</sup> Captain Harold W., Rood, *How the Royal Navy Met The Challenge*, U.S. Naval Institute, 1958.

pour protéger le commerce britannique dans les zones de pêche Néo-Zélandaise ou exercer une pression sur la France pour lever le blocus français du Rio de la Plata pendant le blocus de 1838-1840<sup>66</sup>.

### **L'exportation forcée du modèle libre-échangiste britannique : la mondialisation de la puissance britannique**

Enfin, il convient de noter que la synergie peut aussi se retrouver inversée. Traditionnellement, la marine marchande britannique est en pleine expansion grâce au commerce libéralisé et colonial et favorise donc directement la croissance de la marine militaire, mais cette dernière a également été utilisée dans le but d'ouvrir de nouveaux marchés au commerce britannique. Le but de cette manœuvre est de forcer l'ouverture au libre-échange commercial britannique et ainsi de continuer d'entretenir la suprématie commerciale et donc maritime impériale<sup>67</sup>. Les guerres de l'opium en sont la parfaite illustration : la compagnie des Indes orientales britanniques décide de libéraliser le commerce de l'opium afin de favoriser la vente à l'empire de Chine et ainsi obtenir plus de devise pour financer l'importation de thé, denrée coloniale en pleine expansion sur le marché britannique. Le ban chinois sur la consommation d'opium met le feu aux poudres et pousse Londres à utiliser la Royal Navy pour forcer des concessions chinoises, en suivant le processus décrit plus haut : des commerçants (en l'occurrence Charles Elliot, agissant en représentant du commerce britannique avec la Chine) presse le gouvernement britannique à intervenir qui en retour utilise la Royal Navy pour forcer des concessions. Le résultat est le traité de Nanking (1842) qui permet l'ouverture du marché chinois aux puissances étrangères à partir d'août 1842 et le retour des exportations d'opium et de thé des deux côtés, favorisant ainsi l'expansion du commerce britannique. La même opération s'est répétée en 1863 lorsque la Navy bombarde la ville japonaise de Kagoshima afin d'assurer la sécurité de ses marchands alors qu'un de ces derniers a été tué en violation de l'extraterritorialité accordée aux marchands européens. Enfin, la marine royale sécurise les routes commerciales globales en s'assurant le contrôle des principaux points de passage par la force : cap de Bonne-Espérance, Suez, Malacca, Gibraltar, Aden.

Pour conclure, l'intérêt marchand est une conséquence directe de la recherche d'investissements rentables et d'un tournant assumé vers le commerce, notamment via l'Empire. L'augmentation de la marine marchande illustre le passage d'une nation industrielle à une nation tournée en premier lieu vers le commerce, volonté assumée par l'expansion sans précédent de la Royal Navy au XIX<sup>ème</sup> siècle dans l'objectif de sécuriser ce commerce. Cette dernière sert également à l'ouverture de nouvelles routes commerciales et ainsi étendre le terrain de l'échiquier commercial mondial britannique qui, bien que perdant sa prédominance dans l'industrie à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle au profit de l'Allemagne et des Etats-Unis, reste de très loin la première puissance commerciale. Ce statut est assuré par la suprématie de la marine marchande avec des chantiers navals britanniques produisant plus de navires que l'ensemble des autres pays à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Cette suprématie est doublée du côté militaire par une Royal Navy indétronable de son statut de première flotte mondiale et ce même au début du XX<sup>ème</sup> siècle alors que les marines américaines et particulièrement allemandes croient rapidement.

---

<sup>66</sup> Preston, VIRGINIA. "Constructing Communities: Living and Working in the Royal Navy, c.1830-1860," Mai 2008.

<sup>67</sup> Baker, Simon. "Shipbuilding. Why Britain once ruled the waves."

## **Conclusion**

L'étude des choix stratégiques du Royaume-Uni au cours de la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle révèle une transformation économique fondamentale. Le Royaume-Uni, autrefois protectionniste sous l'influence des élites terriennes et aristocratiques, a opéré un virage décisif vers le libre-échange sous la pression des industriels et financiers. Ces derniers ont su déployer une stratégie d'influence habile, justifiant leurs réformes par des arguments en apparence altruistes, comme la défense des intérêts ouvriers, tout en consolidant leur propre pouvoir économique.

Cette dynamique témoigne d'une convergence temporaire entre des intérêts privés et les ambitions impériales britanniques. En renforçant la puissance de l'Empire, ces réformes ont permis au Royaume-Uni de s'imposer comme un hégémon mondial, fondée sur sa première révolution industrielle et son vaste empire colonial. Cependant, ces choix ont également creusé des fractures internes : une partie importante de la population britannique, notamment les ouvriers et les paysans, s'est retrouvée lésée.

L'ouverture au monde, motivée par la volonté de domination économique, a favorisé les investissements à l'étranger, notamment dans les colonies, au détriment des investissements domestiques. Si cette stratégie a permis de maintenir une puissance mondiale durant plusieurs décennies, elle a aussi posé les jalons de son déclin. L'affaiblissement progressif de la compétitivité industrielle, combiné à la perte de la position de première puissance mondiale au profit des États-Unis et à la décolonisation au XX<sup>e</sup> siècle, a entraîné l'effondrement de la puissance britannique.

Ainsi, l'histoire économique du Royaume-Uni illustre comment une puissance peut se construire sur une alliance entre intérêts individuels et impératifs impériaux, mais également comment une telle construction repose sur des bases fragiles. Dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, le Royaume-Uni a décidé de baser sa puissance sur sa présence mondiale, notamment sur son empire. L'effacement relatif du commerce mondial et la perte de ses colonies a signé au XX<sup>ème</sup> siècle le début d'un déclin profond.